

Table des matières

Sommaire	5
Préface	7
Introduction	11
1. Généralités	11
2. La dignité	13
3. Les axes de la réflexion éthique	15
4. Le développement de la bioéthique	17
PREMIÈRE PARTIE	
Le début de la vie avant la naissance	
Chapitre 1. Définition et statut de l'embryon	21
Section 1. Les questions posées	21
Sous-section 1. L'embryon est-il une personne, donc un être titulaire de droits ?	21
Sous-section 2. À partir de quand y a-t-il un droit à la vie ?	22
Sous-section 3. Conséquences du débat	22
Section 2. La jurisprudence européenne et la jurisprudence de la Cour constitutionnelle	24
Section 3. La loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons in vitro	28
Sous-section 1. Généralités	28
Sous-section 2. Conditions d'autorisation de la recherche (conditions cumulatives)	29
Sous-section 3. Limites et interdiction	30
Chapitre 2. L'enfant né sans vie ou la volonté dans l'établissement d'un lien symbolique	31
Section 1. L'acte de déclaration d'enfant sans vie	31
Section 2. Les propositions de réforme	34
Section 3. Évolution possible du droit au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	35
Section 4. La viabilité	36
Chapitre 3. Le préjudice lié à la naissance	37
Section 1. Introduction	37
Section 2. Les actions pour vie ou naissance préjudiciable	39

Sous-section 1. Action pour naissance préjudiciable	40
§ 1. Naissance d'un enfant en bonne santé	40
§ 2. Naissance d'un enfant handicapé	41
Sous-section 2. Action de l'enfant	41
Sous-section 3. Obstacles à l'action de l'enfant	42
§ 1. Le lien de causalité	42
§ 2. Transformation de la perception de l'avortement	43
Sous-section 4. Conséquences de la jurisprudence <i>Perruche</i> en France	44
Sous-section 5. Les actions pour vie préjudiciable en droit belge	45
Sous-section 6. Les questions connexes au débat sur les actions pour vie préjudiciable	47

DEUXIÈME PARTIE

La procréation

Introduction	53
Chapitre 1. La volonté dans la conception et la naissance de l'enfant : le droit d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant	55
Section 1. L'avortement	56
Sous-section 1. La loi du 3 avril 1990	56
Sous-section 2. Situation particulière des mineurs d'âge	58
Sous-section 3. La loi du 3 avril 1990 devant la Cour constitutionnelle	59
Sous-section 4. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	61
§ 1. Arrêt <i>Tysiak c. Pologne</i>	61
§ 2. Arrêt <i>Women On Waves et autres c. Portugal</i>	62
§ 3. Arrêt <i>A, B et C c. Irlande</i>	63
§ 4. Arrêt <i>R.R. c. Pologne</i>	64
§ 5. Arrêt <i>P. et S. c. Pologne</i>	65
§ 6. Arrêt <i>Anita Kruzmane c. Lettonie</i>	65
Sous-section 5. Évolution de la conception de l'avortement, entre liberté et droit	66
Section 2. Les limites au choix d'avoir ou non un enfant sur le plan de la responsabilité des partenaires	67
Section 3. Le droit d'avoir ou non un enfant, la procréation médicalement assistée et la Cour européenne des droits de l'homme	72

Sous-section 1. Arrêt <i>Evans c. Royaume-Uni</i>	73
§ 1. Les faits	73
§ 2. La non-violation de l'article 2 de la Convention	74
§ 3. L'article 8 de la Convention européenne	74
§ 4. L'opinion dissidente	77
§ 5. Conclusions sur l'arrêt <i>Evans</i>	78
Sous-section 2. Arrêt <i>Dickson c. Royaume-Uni</i>	80
§ 1. Les faits	80
§ 2. Application de l'article 8 de la Convention européenne	80
§ 3. Avis du Comité consultatif de bioéthique de Belgique	81
Sous-section 3. Arrêt <i>S.H. et autres c. Autriche</i>	82
Sous-section 4. Conclusions	83
Chapitre 2. La volonté dans l'établissement du lien juridique de filiation – Le cas particulier de la maternité	85
Section 1. L'acte de naissance	86
Section 2. L'anonymat et la Cour européenne des droits de l'homme	87
Section 3. La situation en Belgique	88
Chapitre 3. La procréation médicalement assistée	92
Section 1. Considérations générales	92
Section 2. La nécessité ou l'opportunité de légiférer	94
Section 3. Autonomie de la volonté et conditions d'accès à la procréation médicalement assistée	97
Sous-section 1. La reconnaissance du droit de procréer	97
Sous-section 2. Faut-il limiter l'accès à la procréation assistée en fonction d'un critère de conjugalité ?	101
Sous-section 3. Procréation assistée, éthique du pluralisme familial et convention	104
Sous-section 4. Autres manifestations de l'autonomie : procréation post mortem et diagnostic génétique	106
§ 1. La procréation <i>post mortem</i>	106
§ 2. Diagnostic génétique pré-implantatoire	109
§ 3. Le double diagnostic génétique pré-implantatoire ou le « bébé-médicament »	111
Section 4. L'établissement du lien de filiation	112
Sous-section 1. La filiation conventionnelle	112
§ 1. L'engagement parental	112
§ 2. Le projet parental	114

Sous-section 2. Les difficultés dans l'établissement du lien	118
§ 1. Procréation médicalement assistée au sein d'un couple marié	119
1. Procréation au sein d'un couple en vie	119
2. Procréation post mortem	119
§ 2. Procréation médicalement assistée au sein d'un couple non marié	122
Section 5. Conclusions quant aux procréations médicalement assistées	125
Chapitre 4. La gestation pour autrui	128
Section 1. Considérations générales	128
Section 2. La nullité de la convention de gestation pour autrui en droit actuel	130
Sous-section 1. L'indisponibilité du corps humain	131
Sous-section 2. L'indisponibilité de l'état des personnes	135
Sous-section 3. Exécution volontaire de la convention	137
Section 3. La légitimité de la gestation pour autrui	138
Sous-section 1. De la légitimité à la licéité	138
Sous-section 2. Les limites éthiques au désir d'enfant	143
Sous-section 3. Les restrictions aux indications autorisées de la gestation pour autrui	149
Sous-section 4. Les autres conditions éthiques d'acceptation de la gestation pour autrui	155
Section 4. La nécessité de légiférer et les propositions de loi encadrant la licéité de la gestation pour autrui	158
Sous-section 1. Le droit de repentir de la mère porteuse	159
Sous-section 2. L'établissement de la filiation	160
Section 5. Conclusions quant à la gestation pour autrui	169

TROISIÈME PARTIE

Le cours de la vie

Chapitre 1. La transsexualité	175
Section 1. Légitimité éthique de la revendication des transsexuels?	176
Section 2. Évolution jurisprudentielle	177
Section 3. Critiques à la solution jurisprudentielle	179
Section 4. Dernière étape de l'évolution : la loi du 10 mai 2007	179
Section 5. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	181

Chapitre 2. L'intersexualité	186
Chapitre 3. Les droits du patient (loi du 22 août 2002)	187
Section 1. Analyse des principales dispositions de la loi	187
Sous-section 1. Les définitions de l'article 2	187
Sous-section 2. L'article 5 et le droit du patient à des soins de qualité	188
Sous-section 3. Le libre choix du praticien	189
Sous-section 4. L'article 7 et le droit à l'information	189
§ 1. Le principe	189
§ 2. Exception au droit à l'information	190
1. Le droit de ne pas savoir	190
2. Exception thérapeutique	191
Sous-section 5. L'article 8 et le droit du patient à un consentement libre, éclairé et préalable à toute intervention	191
§ 1. Les caractères exigés du consentement	191
1. Consentement libre	191
2. Consentement éclairé	192
3. Consentement préalable	192
§ 2. Questions particulières	192
1. Qui doit informer?	193
2. Qui doit consentir?	193
3. Forme du consentement	193
§ 3. Réserves au droit au consentement	193
1. Exceptions légales	194
2. Urgences	194
3. Droit de ne pas savoir	194
§ 4. Questions complémentaires	194
1. La preuve	194
2. Conséquences du défaut de consentement	195
3. Droit de refuser le consentement	196
4. Déclaration anticipée de refus d'intervention	196
a. L'auteur de la déclaration	196
b. Objet de la déclaration anticipée	197
c. Caractère contraignant de la déclaration	197
d. Lacune du système de la déclaration anticipée	198
§ 5. Modification ou extension de l'intervention	199

Sous-section 6. Le dossier médical : article 9	200
Sous-section 7. Le droit au respect de la vie privée : article 10	200
Sous-section 8. Le droit de plainte : article 11	201
Section 2. Les droits des incapables	201
Sous-section 1. Le patient majeur	201
§ 1. Incapacité de droit	201
§ 2. Incapacité de fait	202
§ 3. Règles particulières de protection	203
Sous-section 2. Le patient mineur	204
§ 1. Lois particulières	204
§ 2. La théorie de la capacité naturelle	206
§ 3. La loi sur les droits du patient	208
§ 4. Règles complémentaires	209
§ 5. Les difficultés d'application de l'article 12	210
§ 6. Conclusions quant à la situation du patient mineur	212
Section 3. La personne de confiance	212
Section 4. L'avenir de la protection des incapables	214
Sous-section 1. Introduction	214
Sous-section 2. Les lignes de force de la réforme	215
§ 1. Élargissement du régime de l'administration à la protection de la personne	215
§ 2. Mise en conformité du droit avec les textes internationaux	215
§ 3. Les objectifs d'harmonisation et de simplification	217
Sous-section 3. Les principes de base de la réforme	217
§ 1. Distinction entre le statut du majeur et du mineur	218
§ 2. L'administration provisoire comme base du nouveau statut de protection	218
§ 3. Attention prêtée à la distinction entre les soins à la personne et la gestion des biens	219
§ 4. Adaptation de la terminologie	220
§ 5. Revalorisation de la personne de confiance	220
§ 6. Association de la personne protégée au processus décisionnel	220
§ 7. Importance accordée au droit commun de la capacité juridique	221
§ 8. Priorité au régime de protection extra-judiciaire	223

§ 9. Droit transitoire	223
Sous-section 4. La protection de la personne vulnérable, tout spécialement dans le domaine du droit médical	223
§ 1. La liste des actes personnels pour lesquels l'incapacité doit être expressément indiquée	223
§ 2. La réponse à l'incapacité prononcée	224
1. L'autorisation dérogatoire	225
2. L'interdiction de toute assistance ou représentation	225
§ 3. L'autorisation spéciale du juge de paix pour les actes médicaux	226
§ 4. La modification des lois spéciales	227
1. Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient	227
2. Loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes (prélèvement sur donneur vivant)	228
3. Loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine	229
4. Loi du 26 mars 2003 réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexplicable d'un enfant de moins de 18 mois	229
Sous-section 5. Conclusion	230
Chapitre 4. L'hospitalisation sous contrainte et le traitement de force	230
Section 1. Les conditions légales	231
Section 2. Placement involontaire et traitement involontaire	232
Section 3. Le code de bonne conduite	234
Sous-section 1. Première règle	234
Sous-section 2. Deuxième règle	234
Sous-section 3. Troisième règle	235
Sous-section 4. Quatrième règle	235
Sous-section 5. Cinquième règle	235
Section 4. Conclusions	235
Chapitre 5. La question de la légitimité d'une législation autorisant la stérilisation des handicapés mentaux	237
Section 1. Introduction	237
Section 2. Le cas particulier de la stérilisation	237
Sous-section 1. Le consentement	237

Sous-section 2. Avis du Comité consultatif de bioéthique de Belgique	240
Sous-section 3. Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 15 janvier 1994	242
Sous-section 4. Jurisprudence	243
Sous-section 5. Projet de réforme	245
Chapitre 6. La loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine	245
Section 1. Champ d'application de la loi	246
Section 2. Les conditions de légitimité de la recherche	246
Section 3. Les conditions de compétence	247
Section 4. Le consentement libre, éclairé et écrit	248
Sous-section 1. Les expérimentations sur mineurs	248
Sous-section 2. Les expérimentations sur incapables majeurs	249
Section 5. Dernière garantie	250
Chapitre 7. Le prélèvement d'organes sur donneur vivant	250
Chapitre 8. La loi du 19 décembre 2008 relative à l'obtention et l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines et à des fins de recherche scientifique	252
Chapitre 9. Les tests et expertises génétiques	255
Section 1. Droit pénal	255
Section 2. Droit civil	256
Sous-section 1. Diagnostic prénatal et pré-implantatoire	256
§ 1. Le droit à un enfant « sain »	257
§ 2. Les risques de dérive eugénique	258
Sous-section 2. Droit de la filiation	260
Sous-section 3. Les tests commerciaux libres	261
Sous-section 4. Les tests génétiques et la connaissance des origines	262

QUATRIÈME PARTIE

La fin de vie

Chapitre 1. Les autopsies	271
Section 1. Introduction	271
Section 2. Autopsie judiciaire	271

Section 3. Autopsie médico-scientifique	272
Section 4. Autopsie d'un enfant de moins de 18 mois	273
Chapitre 2. L'euthanasie	273
Section 1. Introduction	273
Section 2. Conditions d'application de la loi	274
Sous-section 1. Conditions de fond	274
Sous-section 2. Procédure	275
§ 1. Le décès est attendu à brève échéance	275
§ 2. Le décès n'est pas attendu à brève échéance	276
Section 3. Déclaration anticipée d'euthanasie	276
Section 4. Projet de réforme	277
Section 5. L'euthanasie et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	278
Section 6. Observations relatives à la clause de conscience	283
Chapitre 3. Les dons d'organes	284
Section 1. La question du consentement du donneur	285
Section 2. Questions complémentaires	287
Sous-section 1. Le prélèvement « à cœur arrêté »	287
Sous-section 2. Le critère de la mort	287
Sous-section 3. L'établissement d'une carte de donneur	288